



Dossier réalisé
par Yves DIMICOLI

Si on veut lutter efficacement contre les forces du capital qui, avec la Banque Centrale Européenne, les appareils mis en place et développés par les multinationales et les institutions politiques communes au service du capital, sont organisées au niveau de l'Union européenne, il faut absolument viser ce niveau d'intervention pour une transformation sociale de portée révolutionnaire..

Il ne s'agit pas de refuser la construction européenne. Il y a un besoin objectif extrêmement puissant de coopération très intime au niveau zonal avec la Révolution technologique informationnelle comme le montre l'avancée de ce mouvement de construction zonale à l'échelle du monde entier avec l'Alena, le Mercosur et le Pacte Andin en Amérique latine, l'Asean en Asie. L'Union Européenne constitue, de ce point de vue, la construction zonale la plus avancée, même si, en l'état, elle est très contradictoire.

C'est en relevant ce défi que l'on arrivera à imposer le respect d'un développement proprement national et que l'on contribuera à la transformation sociale dans le monde entier.

Trois **grands événements** traduisent l'échec du type de construction européenne actuelle, le besoin et l'opportunité d'une alternative.

- **Le nouveau cours de la conjoncture mondiale** et la fragilisation de l'Europe avec, au cœur, le chômage et la précarité ;

- **L'agressivité et l'hyper-dominance des États-Unis** en matière économique et monétaire, technologique, militaire, culturelle aussi. Et face à cela l'incapacité de l'Europe actuelle à se rapprocher de la Chine, qui compte de plus en plus, mais aussi des pays émergents et, au delà, du monde en développement.

- Enfin **l'élargissement de l'Union Européenne à l'Est** pour le 1^{er} mai 2004, lourde d'antagonismes en l'état actuel de la construction, et alors même que les velléités de construction politique ont récemment débouché sur **l'échec de la convention à Bruxelles**.

Sur ce fond d'exaspération des contradictions, on voit se multiplier, de la part des promoteurs-mêmes de cette construction, ce qui résonne comme autant d'aveux du besoin d'une tout autre construction européenne :

- **La transgression du Pacte de stabilité ;**
- **Les critiques montantes face à l'immobilisme de la Banque Centrale Européenne ;**

- **Les critiques face à la Commission** : cela va de l'esquisse d'un bras de fer entre le gouvernement Raffarin et les eurocrates à propos de l'affaire Alstom, à la décision très critiquée prise par la Commission de traîner le Conseil des ministres européens devant la Cour de justice européenne pour cause de transgression du Pacte de stabilité ;

- Et puis, enfin, c'est **le besoin d'une relance de la croissance en Europe** qui s'exprime de toute part jusqu'à la proposition commune faite par Chirac et Schröder.

En réalité un doute important tend à s'exprimer sur la construction européenne actuelle comme en témoignent le récent rejet suédois ou encore l'initiative britannique de reporter une fois de plus le référendum prévu sur une éventuelle adhésion.

Enfin, dans ce contexte très chahuté, on voit grandir le besoin de luttes et de convergences à partir des préoccupations populaires nationales dans les pays de l'Union Européenne qui, peu ou prou, ont connu tous ensemble le retour ou la consolidation de droites populistes et agressives sur la base de l'échec criant des tentatives social-libérales des années 1980 - 1990.

Tout cela témoigne de l'urgence et de la nécessité absolue d'entrer dans cette confrontation, alors même que, désormais tous les résultats des politiques nationales et communes mises en oeuvre au nom de la construction européenne et de l'euro sensées régler tous les problèmes, contredisent durement les promesses faites et les bonnes intentions proclamées par leurs promoteurs. ■